

## 14. COMMENT MOBILISER LES EXCLUS DU JEU POLITIQUE ?

Entretien avec Vincent Pons, propos recueillis par Asma Benhenda, Julien Bouvet, Madeleine Peron

La Découverte | « Regards croisés sur l'économie »

2016/1 n° 18 | pages 213 à 226

ISSN 1956-7413

ISBN 9782707190529

Article disponible en ligne à l'adresse :

-----  
<http://www.cairn.info/revue-regards-croises-sur-l-economie-2016-1-page-213.htm>  
-----

Pour citer cet article :

-----  
Entretien avec Vincent Pons *et al.*, « 14. Comment mobiliser les exclus du jeu politique ? », *Regards croisés sur l'économie* 2016/1 (n° 18), p. 213-226.  
DOI 10.3917/rce.018.0213  
-----

Distribution électronique Cairn.info pour La Découverte.

© La Découverte. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

---

## *Comment mobiliser les exclus du jeu politique ?*

ENTRETIEN AVEC VINCENT PONS  
professeur à *Harvard Business School*

### *Comment expliquer l'abstention ?*

La montée de l'abstention n'est pas facile à expliquer car les électeurs qui participent le plus à un moment donné sont les plus diplômés, les plus âgés, les plus riches. Or, la population est de plus en plus diplômée, âgée et riche. On devrait donc s'attendre à une augmentation de la participation, pas à un déclin. L'explication avancée le plus couramment est que les abstentionnistes sont des déçus de la politique, mais il y a je crois une autre raison. La participation électorale en France diminue dès le tout début des années 1980, or en 1981 ceux qui votent Mitterrand ne sont pas des déçus de la politique, en tout cas pas encore. Selon moi, un des facteurs les plus importants pour expliquer la participation faible et décroissante est son coût. Le coût de la participation est particulièrement important pour certains groupes, notamment pour les 7 % des non-inscrits et les 20 à 25 % de mal inscrits (inscrits dans une commune et vivant dans une autre), en raison de la procédure particulièrement coûteuse d'inscription à la française.

Dans la plupart des pays, l'inscription sur les listes électorales est automatique. C'est l'État qui en paie le coût. En France en revanche la responsabilité de s'inscrire repose sur les individus, et la date limite, le 31 décembre, est particulièrement éloignée de l'élection. La participation serait sans doute plus forte si on pouvait s'inscrire jusqu'au dernier moment. Aux États-Unis l'inscription se fait jusqu'à un mois avant l'élection et, dans certains États, jusqu'au jour même. En France quand on commence à s'intéresser à l'élection, il est souvent déjà trop tard pour s'inscrire. Un effort a été fait pour les élections régionales : les inscriptions ont été ré-ouvertes pour permettre aux gens de s'inscrire jusqu'au 30 septembre, soit plus de deux mois avant le premier tour.

*Est-ce que cette règle est le résultat d'un calcul politique cynique ?*

C'est plus complexe que ça, car cette règle perdure, que les gouvernements soient de gauche ou de droite. Une explication possible est que seuls les élus en place, qui en un certain sens ont profité des règles existantes, auraient le pouvoir de les changer. Dans la mesure où changer les règles crée de l'incertitude, il est difficile de trouver une majorité d'élus qui pensent avoir intérêt au changement. Ce n'est qu'une hypothèse, mais qui expliquerait de façon plus générale la profonde inertie des règles électorales.

*Que sait-on de l'orientation politique des abstentionnistes ?*

Dans une expérience aléatoire réalisée avec Jean-Yves Dormagen et Céline Braconnier (Braconnier, Dormagen, et Pons, 2016), nous montrons que les non-inscrits mobilisés

par notre intervention sont plus jeunes, plus souvent nés à l'étranger, qui travaillent pendant la journée et ont moins de temps pour s'inscrire. Ils sont aussi plus à gauche, mais nous ne pouvons pas généraliser ce résultat au niveau national puisque notre échantillon n'est pas représentatif. Il est très difficile de prédire l'orientation politique des non-inscrits, puisque par définition ceux-ci ne votent pas.

Au sein des inscrits, les sondages font de plus en plus état d'intentions d'aller voter plus fortes chez les électeurs du Front National (FN) qu'à gauche et à droite. Cela suggère qu'aujourd'hui les électeurs du FN sont plus participatifs que la moyenne, et cela dès le premier tour. C'est un phénomène très nouveau : pendant longtemps, vote FN rimait avec abstention, l'un et l'autre relevaient du vote contestataire.

La participation varie en fonction des caractéristiques sociodémographiques, des affiliations politiques, mais aussi en fonction du cycle politique. On constate par exemple en général que les électeurs du parti au pouvoir sont plus nombreux à s'abstenir lors des élections intermédiaires. L'accession au pouvoir repose en général sur la mobilisation d'électeurs peu actifs. Ceux-ci se déplacent moins lors des élections intermédiaires, a fortiori si leurs attentes sont déçues : c'est un phénomène de marée haute – marée basse. La gauche en a fait les frais depuis 2012 et, en 2010, la droite, alors au pouvoir, avait elle-même perdu presque toutes les régions.

*Quels facteurs affectent la décision d'aller voter, une fois inscrit ?*

Dans le modèle économique du vote, très simple, les agents sont maximisateurs et comparent les bénéfices et les coûts du vote. On appelle  $P$  la probabilité d'être

électeur pivot (celui qui fait basculer l'élection), B le bénéfice (voir son parti gagner plutôt qu'un autre) et C le coût. Chacun fait son calcul :  $B \cdot P - C$ . Est-ce que  $B \cdot P - C$  est positif ou négatif ? B varie d'un individu à l'autre : certains sont indifférents, tel cet électeur du centre qui serait exactement indifférent entre le candidat de gauche et le candidat de droite. Les coûts sont eux aussi très variables. La probabilité de P est si faible qu'on peut même se demander comment le bénéfice  $P \cdot B$  peut jamais dépasser le coût. C'est l'un des célèbres paradoxes de l'économie politique.

Pour résoudre ce paradoxe, les chercheurs ont identifié d'autres bénéfices liés au vote. En plus d'avoir une chance d'influencer le résultat de l'élection, l'acte d'aller voter peut procurer un bénéfice en tant que tel : on aime le rituel du vote, on a un sens du devoir citoyen, on se sent bien lorsqu'on franchit le seuil du bureau de vote. La pression du groupe a également son importance (DellaVigna et al., 2014). Des modèles récents avancent ainsi une explication du vote inspirée de l'impératif catégorique kantien. L'idée est que je me comporte comme membre d'un groupe plus large, qui a les mêmes préférences que moi, et qui définit une règle commune. Imaginez par exemple un groupe d'étudiants qui discute des élections et des procurations. Ceux qui respectent la règle (implicite) reçoivent du groupe une sanction positive, un « warm glow ». Et chacun compare ce bénéfice au coût d'aller voter qui, lui, varie d'un individu à l'autre (Feddersen et Sandroni, 2006).

Tous ces modèles jouent sur l'idée de bénéfice. Reste le coût d'aller voter. C'est surtout un coût en termes de temps et de déplacement qui souvent est loin d'être nul : en zone rurale notamment où il faut parfois prendre la voiture pour se rendre au bureau de vote le plus proche. Il y a aussi un coût de l'information, car personne ne veut voter au hasard

et pour des gens peu politisés, qui ont des difficultés à placer les candidats sur l'axe gauche – droite et à s'y positionner eux-mêmes, le coût à payer pour se renseigner peut être très élevé. Dans certaines enquêtes que j'ai réalisées, un nombre non négligeable d'électeurs ne savent pas indiquer qui a été élu à la dernière présidentielle ou si Hollande est de gauche ou de droite. C'est ce phénomène qu'étudie Daniel Gaxie dans *Le Cens caché*. Son idée est que, alors même que les élections sont démocratiques en droit, elles sont inégalitaires de fait.

*Donc une piste pour réduire l'abstention serait d'améliorer l'accès à l'information ?*

Ce n'est pas parce que l'information est disponible qu'elle est lue, comprise, et assimilée. Ce n'est pas parce que le tract est présent dans toutes les boîtes aux lettres qu'il est lu et qu'il fait sens. Un citoyen informé et politisé replace toute nouvelle information dans son cadre d'interprétation préexistant. Mais quelqu'un qui est hors-sol politiquement n'en est pas toujours capable. Les tracts énoncent souvent des propositions très similaires, et ne se différencient que par des traits subtils, invisibles pour le non-initié. En 2012, les propositions économiques mises en avant sur les tracts de Marine Le Pen étaient finalement assez proches de celles d'un candidat de gauche classique.

*Le problème vient-il alors de la mauvaise qualité du débat public dans les médias, dans les communes ?*

En partie. Il faut distinguer les coûts de l'information et les coûts administratifs (déplacement, inscription, réinscription). Les coûts administratifs ont peut-être

un peu augmenté car les gens sont plus mobiles aujourd'hui et doivent donc se réinscrire plus fréquemment. Les coûts d'acquisition et de maîtrise de l'information ont eux aussi augmenté, suite notamment à la quasi disparition de cercles de socialisation politique, tel que le Parti Communiste, qui permettaient aux gens de faire le lien entre leurs préférences et les propositions avancées par les différents candidats. Pour un nombre croissant d'électeurs, il est devenu très difficile de décrypter le jeu politique.

*La participation était donc plus forte lorsque le Parti communiste était un parti de premier plan ?*

Il y a certainement une corrélation. Le déclin du Parti Communiste (PC) est concomitant d'une augmentation de l'abstention, même si aujourd'hui beaucoup d'ouvriers et d'employés votent Front National. Le PC est un exemple important parmi d'autres, mentionnés par Gaxie. Son argument repose principalement sur les inégalités en termes de niveau d'éducation qui font qu'on est ou non en mesure d'analyser la vie politique, de comprendre les enjeux d'une élection, inégalités qui se reflètent dans des inégalités de politisation et de participation. L'idée est que le PC jouait un rôle compensateur pour les citoyens les moins équipés. Le déclin de ce parti a donc eu des conséquences très fortes sur la dépolitisation pour toute une partie de la population.

*Comment mobiliser ?*

Un outil particulièrement efficace est le porte-à-porte car il met en contact des citoyens, politisés ou non, avec des militants. Il permet de donner de l'information et d'inciter à la participation. Au cours de la discussion, ce sont

des informations très simples qui sont données, notamment la date de l'élection, que certains ignorent, ou la localisation du bureau de vote. On rappelle encore les enjeux de l'élection, on indique à quel parti on appartient et on rehausse la norme du vote, parfois en disant simplement «je compte sur vous pour aller voter». Le porte-à-porte permet aussi d'ajouter une dimension personnelle, de construire un pont avec l'électeur, à partir d'exemples personnels. On augmente ainsi l'intérêt de la personne pour l'élection. Dans leur travail fondateur, Gerber et Green (2000) comparent l'impact sur la participation du porte-à-porte, des appels téléphoniques et de l'envoi de lettres. Ils montrent que le porte-à-porte est particulièrement efficace et que si la participation diminue aux États-Unis, c'est peut-être tout simplement parce qu'on a arrêté de demander aux gens d'aller voter. Avec l'avènement de technologies plus modernes, à partir des années 1950, on a en effet privilégié l'envoi de lettres puis d'e-mails à très grande échelle, qui permettent de toucher le plus grand nombre à très faible coût, mais avec des résultats très faibles. Le coût du porte à porte est plus élevé, mais le résultat est suffisamment fort pour rendre l'exercice rentable. En moyenne, pour quatorze portes frappées, on obtient un vote supplémentaire.

Le contact direct est tout aussi précieux pour des campagnes d'inscriptions. Dans notre article avec Céline Braconnier et Jean-Yves Dormagen, on teste plusieurs méthodes. Donner de l'information permet en tant que tel d'augmenter fortement l'inscription. Dans un deuxième groupe, non seulement on donne de l'information mais on accompagne aussi les gens dans leurs démarches, on remplit le formulaire d'inscription avec eux, on prend les photos des pièces d'identité, on réduit le coût de l'inscription quasiment à zéro et là, l'augmentation est encore plus forte.



*Si tout le monde votait, à qui cela bénéficierait-il ?*

Ce qui est certain, c'est qu'une participation importante est nécessaire pour asseoir la légitimité de l'élu. Imaginez une élection locale dans un quartier populaire, avec 30 % de participation au sein des inscrits, c'est-à-dire plutôt 20 % des Français éligibles, soit 15 % des adultes : finalement, moins d'une personne sur 10 vote pour le candidat élu. Une participation si faible crée un vrai problème de légitimité et un danger pour la démocratie. Il est important que les préférences s'expriment dans les urnes plutôt qu'en dehors du système politique. Un autre enjeu lié au taux de participation est l'égalité de la représentation : que tous les groupes socio-démographiques soient représentés lors des élections, puis dans les politiques mises en place. Une participation inégale peut biaiser la représentation de deux façons. Il y a un effet de sélection et un effet de traitement. L'effet de sélection, c'est qu'une trop forte abstention dans le camp majoritaire peut conduire à l'élection d'un candidat du camp minoritaire, qui mettra en œuvre des politiques correspondant à ses préférences. L'effet de traitement est le suivant : pendant son mandat, le candidat se demande « qui ne vote jamais ? » « Ce quartier-là ne vote jamais donc je ne prends pas en compte leur intérêt dans les politiques que je mets en place car je sais que ce n'est pas dans ce quartier que les prochaines élections vont se jouer », ce qui exclut toute une partie de la population. Mon intuition c'est que les abstentionnistes sont un peu plus à gauche, notamment parce qu'ils ont des caractéristiques sociodémographiques un peu plus proches de ceux qui votent à gauche, mais nous n'avons pas de chiffres très précis en France.

*Ceux qui s'abstiennent ne sont-ils pas des citoyens qui privilégient d'autres moyens d'expression ?  
Peut-on vraiment réduire la démocratie au vote ?  
N'y a-t-il pas d'autres moyens d'expression tout aussi importants ?*

Peut-être, mais il y a selon moi une très forte corrélation entre les différentes formes de participation. Il existe en quelque sorte une échelle de la participation citoyenne où le fait de voter est le degré zéro, après le niveau un peu dessus, qui serait l'engagement associatif, puis le militantisme, puis le fait d'être candidat etc. On peut bien sûr faire l'un sans l'autre mais reste qu'il y a une forte corrélation.

*On ne peut donc pas considérer l'abstention comme un acte militant ?*

Une partie de l'abstention est le fait de personne très éduquées, très politisées, qui en font un acte politique. Alain Badiou est un abstentionniste politique. Mais c'est une part moins importante qu'on le croit. La plupart des abstentionnistes sont au contraire des abstentionnistes «sociologiques». Pour participer, il faut avoir des ressources, il faut avoir du temps, être éduqué, comprendre les enjeux, parfois même de l'argent.

On entend souvent que les gens ne vont pas voter mais s'expriment sur les réseaux sociaux. Mais ceux qui expriment leurs opinions politiques sur internet, ce sont des gens qui votent ! Le taux de participation varie beaucoup en fonction de l'intensité de l'élection entre 40 à 50 % pour les élections locales et 80 % pour les présidentielles. Si l'abstention était seulement un acte politique, il n'y aurait pas de variations aussi importantes !

*Est-ce qu'on observe des comportements différents dans les pays où le vote est obligatoire ?*

C'est une question intéressante mais peu d'actualité en France. Personnellement, j'y suis plutôt favorable. On pourrait a minima adopter la solution suivante : faire du vote non une obligation, mais le comportement par défaut. Il suffit pour cela d'associer un coût au fait de ne pas voter, par exemple demander d'envoyer une lettre pour en notifier l'administration. Un argument couramment opposé au vote obligatoire est d'ordre philosophique, il invoque la liberté des électeurs. D'autres soulignent au contraire le risque d'inclure des électeurs qui votent mais ne sont pas intéressés et donc votent au hasard, ou en fonction de leurs passions du moment. Je suis en désaccord profond avec cette vision. Notre étude a montré que, lorsqu'on facilite l'inscription, les nouveaux inscrits s'intéressent davantage à la politique et s'informent sur l'élection.

*Concernant la montée de l'extrême droite : est-ce qu'on peut dire qu'on est maintenant dans un système tripartiste ?*

Il faut faire attention avec ce mot parce qu'il fait référence à un phénomène précis, sous la IV<sup>e</sup> République, avec une coalition de trois partis. Aujourd'hui, les trois forces, gauche, droite, et extrême-droite, ne sont pas près de faire une coalition. On s'oriente en revanche vers une tripartition de l'espace électoral, sans doute assez durable, où, effectivement, chacun des trois blocs recueille environ un tiers des voix. Et cela a une conséquence très forte qu'on voit déjà maintenant : au second tour d'une élection régionale dans laquelle

plusieurs listes peuvent être qualifiées, il y a un enjeu pour les partis, disons « républicains », de se désister, pour empêcher la montée du FN. Une autre conséquence de la tripartition est qu'elle renforce les incitations pour chacun des camps à réussir l'unité en son sein, pour être en mesure de concurrencer les autres. Or le Front National fait preuve sur ce plan-là d'une hégémonie certaine. La droite l'a fait aussi avec les régionales avec des listes Les républicains-UDI-Modem. En revanche la gauche est très divisée. Dernière conséquence, si chacun des trois partis obtient un nombre important de députés en 2017, il va se poser la question toute simple de dégager une majorité à l'Assemblée nationale. Soit les groupes explosent, soit la droite se retrouve dans une situation pivot où elle doit décider entre une alliance à gauche et une alliance avec le Front National.

*Faudrait-il alors envisager un changement de règles électorales qui seraient inadaptées ?*

Non, mais il est important que les partis prennent conscience des contraintes que la tripartition fait peser sur leurs stratégies. Les règles électorales actuelles favorisent en principe l'émergence d'une majorité : pour les législatives par exemple, le seuil pour se qualifier au second tour est très important. Le parti le plus faible peut donc se retrouver exclu d'un grand nombre de seconds tours. Les règles mises en place pour exclure le Front National excluent aujourd'hui la gauche. Il est difficile de prédire quelles alliances vont se faire, si les groupes vont implorer, si on va vers une rupture à gauche. De nombreux scénarios sont possibles. Mais l'enjeu principal est peut-être le suivant : que la gauche et la droite se remobilisent pour faire face à la montée du FN.

*Est-ce que la montée du FN reste une stratégie pour la gauche ? Y a-t-il des choses à faire d'ici 2017 ?*

À l'époque de Mitterrand, peut-être, de façon cynique, mais là, le FN est tellement haut que cette stratégie n'aurait aucun sens. Beaucoup d'électeurs pensent aujourd'hui que ni la droite ni la gauche ne peuvent plus défendre leurs intérêts. J'ignore s'ils sont convaincus que le Front National pourra le faire mais il est certain que l'ascension de ce parti ne pourra être contrée que par un personnel politique exemplaire, et la mise en place de politiques efficaces. Les partis traditionnels ont du travail à faire sur la forme comme sur le contenu pour renouer le contact avec les électeurs. Or ils affrontent désormais la concurrence du FN sur le terrain également, qui a investi énormément de ressources dans la formation de ses candidats et militants.

*La pratique du porte-à-porte va-t-elle se propager ?*

Cette pratique est en train de redevenir la norme, mais il reste de la marge de progression pour que le porte-à-porte ait lieu de façon plus régulière, y compris en dehors des périodes de campagne. Beaucoup de gens restent sur l'idée qu'en politique ce qui est noble, c'est le débat d'idée, rédiger des notes, être au contact des plus puissants. Quand on arrive en disant que ce qui est noble, c'est de parler avec les électeurs, c'est un renversement de perspective. Les campagnes de terrain demandent un travail d'éducation et de formation. Il faut donner des outils aux gens pour faire du porte-à-porte « scientifique », savoir quel type de discours tenir et un travail sur les données est nécessaire pour savoir où aller, quelles portes cibler. Un des chantiers aujourd'hui est de mieux faire remonter l'information issue des rapports des militants à la suite des porte-à-porte.

*Quelles méthodes précises proposez-vous ?*

Avec mon cabinet de conseil (Liegey Muller Pons), on conseille beaucoup de candidats, on a travaillé dans sept régions pour les élections régionales. On leur propose de les aider et les accompagner dans ce travail de terrain.

Notre première contribution, c'est l'analyse de données. On combine les résultats d'élections passées, bureau de vote par bureau de vote, avec des données publiques sur la composition sociodémographique. Cela permet d'obtenir une vision très fine de chaque quartier, un maillage très fin du territoire, et de cibler les zones les plus stratégiques. Il y a deux façons de gagner des voix : convaincre les indécis et mobiliser les abstentionnistes. Dans les deux cas, on s'intéresse aux électeurs à la marge. De fait, on ne gagne pas vingt points de pourcentage, on n'inverse pas des déterminants sociodémographiques en un mois, mais on peut gagner cinq points. C'est aussi un travail de long terme. On forme et on recrute des militants et on les lance sur le terrain. Dans une période pré-présidentielle, c'est assez facile de recruter des volontaires. Il n'y a pas de problème de nombre de militants, il y a un problème de formation des militants, pour leur donner quelque chose d'intéressant et d'important à faire, et pour cela leur consacrer des ressources. Là encore c'est un renversement de perspective. Celui qui est le plus important dans le parti, ce n'est pas le candidat, c'est le militant. C'est une petite révolution copernicienne de la politique.

Propos recueillis par ASMA BENHENDA, JULIEN BOUVET  
ET MADELEINE PERON (RCE).

### Bibliographie

- BRACONNIER, C., DORMAGEN J-C, et PONS V.(2016). Voter Registration Costs and Disenfranchisement: Experimental Evidence from France. *Harvard Business School Working Paper*, No. 16-098.
- DELLAVIGNA S., LIST J., MALMENDIER U. et RAO G. (2014) Voting to Tell Others, *NBER Working Paper No. 19832*.
- FEDDERSEN, T. et SANDRONI A. (2006). A Theory of Participation in Elections. *American Economic Review*, 96(4):1271-1282.
- GAXIE D. (1978), *Le Cens Caché*, Seuil.
- GERBER, A., et GREEN, D (2000). The Effects of Canvassing, Direct Mail, and Telephone Contact on Voter Turnout: A Field Experiment. *American Political Science Review* 94:653-63.